

scolaire 2017, un « certificat de professionnalisation en matière de lutte contre le décrochage scolaire » reconnaît la qualification des personnels d'enseignement et d'éducation appelés à participer aux missions mises en place dans les services académiques et départementaux, dans les établissements scolaires.

Accompagnement individuel

De son côté, l'Afev (Association de la fondation étudiante pour la ville) réclame une « mobilisation exceptionnelle », pour reprendre les termes d'Eunice Mangalo-Lunetta, la directrice des programmes (Libération du 11 juin 2020). « Les enseignants ne pourront pas rattraper à eux seuls les dégâts du confinement. Le besoin d'accompagnement individuel des élèves est devenu indiscutable. Aujourd'hui, l'Afev peut compter sur 8 000 étudiants bénévoles qui s'engagent pour faire du mentorat auprès de jeunes des quartiers populaires. Avec le Collectif Mentorat, qui réunit huit associations qui travaillent avec des jeunes, nous sommes 22 000. Au vu des besoins de cette rentrée

de tous les dangers, ça reste complètement insuffisant. Pour nous, l'une des clés d'un engagement beaucoup plus massif des étudiants pourrait venir des universités », assure-t-elle. La reconnaissance et la valorisation de l'engagement étudiant ouvrant droit à des crédits ECTS (Ndlr, points permettant de valider un cursus) existent, mais le dispositif n'est pas encore maximisé. Or, le développement des compétences sociales, autrement dénommées « soft skills » (compétences générales en français), peut être un atout pour l'avenir professionnel de l'étudiant. Quant à l'effet du mentorat sur l'élève, plusieurs études ont montré son efficacité. L'Afev va tout mettre en œuvre pour tenter de promouvoir cette belle idée, qui ne coûterait pas des milliers d'euros aux finances publiques.

Stéphane Menu

> (1) Pour télécharger l'enquête SynLab : <https://frama.link/493mTbvd>



« Il faudrait avancer sur la différenciation pédagogique »

Marc Vannesson, délégué général du Think Tank Vers le Haut

Les résultats obtenus en France ces dernières années sont plutôt bons. Le décrochage scolaire est un phénomène très marqué socialement, il touche plus particulièrement les garçons. Un enfant d'ouvrier sur quatre sort sans diplôme du système scolaire contre 3 % d'enfants de cadres supérieurs. Des dispositifs ont été mis en place pour lutter efficacement contre ce phénomène, comme les micro-lycées, dont la pédagogie est axée sur la remobilisation des élèves à partir de l'acquis des fondamentaux.

Le décrochage scolaire a un coût pour les finances publiques, on estime à 230 000 euros le niveau d'investissement pour un décrocheur. Sans doute faudrait-il agir plus en amont. Le Cereq (Centre d'études et de recherches sur les qualifications) réalise depuis des années des études de cohorte qui montrent bien qu'un élève en difficulté en sixième le sera plus encore au sortir de sa scolarité. Dès la primaire, nous avons la possibilité de mesurer ce risque et il faut agir dès cet instant.

Le confinement a bien entendu accentué ces inégalités. Je pense notamment qu'en primaire, où l'on apprend à lire et écrire, les effets négatifs seront plus importants.

Nous avons donc trouvé des niveaux d'hétérogénéité assez élevés à la rentrée scolaire. Une grande méta-analyse de Harris Cooper (1) a démontré que, selon les classes sociales, la perte d'un mois d'apprentissage se concrétisait par trois à quatre mois de déficit scolaire auprès des élèves dont les parents ne parlent pas la langue d'origine.

Face à un tel constat, je pense qu'il faudrait avancer sur le thème de la différenciation pédagogique qui implique que les professeurs s'adaptent plus au profil des jeunes plutôt qu'à la nécessité absolue de mener à bien le programme. Les professeurs français sont rétifs sur ce thème : une enquête Thalys de 2018 mettait en évidence que 22 % des enseignants français mettaient en œuvre la différenciation pédagogique contre 44 % en moyenne pour l'ensemble des enseignants de l'OCDE. D'ailleurs, un sondage de décembre 2017 réalisé par Opinion Way pour la Cour des comptes révélait que « 50 % des enseignants étaient désireux de se former face aux élèves en difficulté. Il s'agit d'un vrai défi pour le système français ».

> (1) <https://bit.ly/2GiTrb1>, en anglais.

Initiatives

Audrey Minart

Toulouse (31) : une école exemplaire

Malgré son retard dû à la crise sanitaire et au confinement, le chantier de la nouvelle école élémentaire Jean-Zay sera achevé en juillet, a affirmé le maire de Toulouse, Jean-Luc Moudenc, qui y effectuait une visite fin mai, cité dans un article d'Actu Toulouse (Actu.fr). L'établissement, qui accueille douze classes d'élémentaire, a ouvert en septembre. « Grâce à son ossature en bois et ses matériaux modernes tels que le béton bas-carbone et l'ouate de cellulose, cet équipement est "exemplaire d'un point de vue énergétique, écologique et environnemental" », ajoute par ailleurs l'article, qui précise que « pas moins de 174,3 millions d'euros » y ont été investis.

> Mairie de Toulouse : 05 61 22 21 43.

Agen (47) : la mairie au contact des décrocheurs

Selon La Dépêche du Midi, à l'initiative de son maire, Jean Dionis, la municipalité d'Agen devait lancer le 8 juin « une opération pour aller directement au contact des familles dont les enfants ont décroché de l'école depuis le confinement ». Selon le quotidien régional en effet, « dans certains quartiers, seuls 4 à 5 % des effectifs ont repris le chemin de l'école ».

> Mairie d'Agen : 05 53 69 47 47.

Mont-Saint-Martin (54) : 250 élèves de CP et CE1 reçoivent leur cahier de vacances

Pour la troisième année, 250 élèves de classes de CP et CE1 des quatre écoles élémentaires du Mont-Saint-Martin ont reçu, des mains du maire, Serge De Carli, et de son 1^{er} adjoint, Patrice Marini, un cahier de vacances réalisé en partenariat avec le contrat local de l'accompagnement scolaire (CLAS), selon les informations parues dans Le Républicain Lorrain. L'initiative est soutenue par l'inspection de l'Éducation nationale, la CAF (Caisse d'allocations familiales), les enseignants et directeurs d'école de la ville. Il comprend « des exercices, des jeux et des devinettes pour les enfants », et est axé cette année « sur les animaux et le tri des déchets », précise le quotidien régional.

> Directeur du cabinet : 03 82 25 23 88.



Saint-Renan (29) : des temps d'échanges philosophiques post-confinement

Dans les écoles du Vizac et au collège de Kerzouar, à Saint-Renan, des temps d'échanges philosophiques animés par Myriam Mekouar, formatrice et animatrice d'ateliers philosophiques et fondatrice de l'association L'Écume, ont été proposés aux élèves fin juin, pour leur permettre d'exprimer leur ressenti sur le confinement.

> École primaire publique Le Vizac : 02 98 32 60 33.

Montbéliard (25) : les cours seront dispensés au parc

Les élèves de quatre classes élémentaires (CP, CP-CE1, CE1-CE2 et CE2) de l'école élémentaire Saint-Maimbœuf à Montbéliard, établissement catholique privé, profiteront de séances d'enseignement au parc des Miches tous les jeudis après-midi, selon les informations parues dans l'Est Républicain le 28 septembre. Selon Élodie Poyard, la maîtresse de CP-CE1, citée dans l'article, si le confinement a accéléré le processus, « nous réfléchissons à des pédagogies alternatives depuis février ».

> Mairie d'Agen : 05 53 69 47 47.

Revest-les-Eaux (83) : apprendre l'anglais dans la cour

Selon les informations parues sur le site de France Bleu Provence, les élèves de CE2 de l'école élémentaire du Revest-les-Eaux ont suivi leur cours d'anglais, à base de jeux, avec Christel Jearsain, pendant une heure dans la cour de l'école le 22 juin. Un dispositif adéquat semble-t-il puisque, citée par la radio locale, leur enseignante, Sophie Rippol, a souligné que ses élèves n'avaient « plus les règles de la collectivité en tête » et « besoin de bouger ».

> École élémentaire du Revest-les-Eaux : 04 94 98 91 53.